

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 51 (1959)
Heft: 5

Artikel: Le programme andin : un programme d'assistance internationale en faveur des Indiens des Andes
Autor: Rens, Jef
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385097>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

de crédits destinés à surmonter des difficultés temporaires de paiements. Ces crédits, accordés pour deux ans au maximum, peuvent être assortis de conditions quant à la politique monétaire de l'Etat emprunteur.

2. Il est prévu un système de financement intérimaire. Toute banque centrale est tenue d'accorder à n'importe quelle partie contractante, en cas de besoin, un crédit en monnaie nationale, pour un mois au maximum. S'ils ne sont pas remboursés selon les modalités prévues, ces crédits sont automatiquement pris en compte lors du règlement des soldes.

*

Notre seul dessein, en rédigeant le présent article, a été de donner un aperçu schématique de la nouvelle structure monétaire de l'Europe. Certains points de détail pourront évidemment faire l'objet d'études ultérieures plus fouillées. A ceux de nos lecteurs qui souhaiteraient examiner de plus près ce problème extrêmement compliqué, nous signalons l'article que notre assistant, M. Paul Stocker, privat-docent à l'Université de Berne, a publié dans la revue *Die Schweizer Uhr*: c'est, à notre avis, ce que l'on a écrit de mieux sur la question, en Suisse comme à l'étranger.

Le Programme andin

Un programme d'assistance internationale en faveur des Indiens des Andes

Par *Jef Rens*,
directeur général adjoint du Bureau international du travail

Descendants des peuples qui faisaient partie de l'ancien Empire des Incas, sept à huit millions d'Indiens vivent aujourd'hui sur les hauts plateaux de la Cordillère des Andes, répartis principalement entre l'Equateur, le Pérou et la Bolivie. Plongés dans la misère et l'isolement par l'invasion espagnole il y a quatre siècles, ils sont encore aujourd'hui des populations malheureuses qui vivent « en marge » des pays auxquels elles appartiennent nominalement.

Du point de vue matériel, les Indiens des Andes mènent une existence misérable. Les hauts plateaux où ils se sont établis depuis des siècles offrent sans doute au voyageur des spectacles grandioses, mais la vie quotidienne à 3000, 4000 et près de 5000 m. d'altitude, dans ces immenses steppes à la végétation rabougrie que balaie un vent glacial, ou dans les vallées plus riantes mais au sol fortement érodé, est une lutte de chaque instant. Pratiquant des méthodes archaïques de culture, les Indiens ne parviennent que péniblement à arracher

d'un sol ingrat une pauvre subsistance. Au prix d'efforts incessants, ils ont juste assez pour ne pas mourir, mais pas assez pour vivre.

Leurs maisons sont faites en pisé – en « adobe », comme on dit là-bas : c'est-à-dire un mélange de terre argileuse et de paille séché et pressé. Pas de fenêtres, pas de cheminées : une seule ouverture qui tient lieu de porte et que l'on bouche le soir avec un vieux vêtement ou une couverture en loques. Hommes et bêtes s'entassent la nuit dans ces huttes exigües éclairées seulement, en hiver, par un maigre feu de tourbe.

Qu'ils louent leur travail aux grands propriétaires, qu'ils cultivent eux-mêmes leurs terres minuscules ou qu'ils servent de main-d'œuvre dans les mines d'argent et d'étain, leur sort n'est guère différent. Mal nourris – en quantité comme en qualité – ils offrent une proie facile à la maladie, et la tuberculose fait des ravages parmi de nombreuses communautés. Leur hygiène est déplorable et le taux de la mortalité infantile est élevé : dans certaines communautés particulièrement misérables du centre de la Bolivie, un enfant sur trois ne dépasse pas la première année.

Leur détresse morale est aussi grande que leur misère matérielle, car ils sont, dans chaque pays, presque totalement isolés de la communauté nationale : leurs conditions de vie misérables, le discrédit qui s'attache à des peuples vaincus et réduits en esclavage, le fait qu'ils ont leurs langues propres, l'« aymara » et le « quechua » – qui étaient parlées au temps des Incas – voilà quelques-uns des facteurs les plus importants de cet isolement.

Bien entendu, leur instruction générale est très déficiente, puisque 80% d'entre eux sont illettrés, et leur instruction professionnelle est inexistante. Dans ces conditions, les Indiens des Andes ne contribuent au revenu national que pour une part dérisoire, et en tout cas hors proportion avec leur importance numérique, puisqu'ils constituent près de la moitié de la population totale de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie.

Si leurs conditions d'existence sont misérables, ils n'en possèdent pas moins une réelle dignité. Héritiers de civilisations qui étaient parvenues à un degré élevé de culture et d'organisation économique et sociale, dont il reste des vestiges imposants – Tiahuanaco, Cuzco, Machu-Pichu – les Indiens ont conservé le goût de l'effort et un amour ardent pour leur terre.

Surtout, ils ont la volonté de s'arracher à une misère qui leur devient d'autant plus insupportable que la civilisation moderne commence à venir à eux : la route panaméricaine traverse leurs champs, les avions survolent leurs villages, les centres urbains où ils vont vendre leurs animaux pour acheter du sel, quelques vêtements ou des feuilles de coca leur montrent chaque jour davantage les signes de la civilisation industrielle et technique. Des tracteurs commencent à labourer les domaines des grands propriétaires ; des

engrais chimiques et des plants judicieusement sélectionnés multiplient les récoltes; les rares fils de campesinos qui ont pu apprendre à lire et à écrire et à s'initier aux rudiments d'un petit métier décuplent la paie traditionnelle.

*

Les gouvernements des pays andins ont eu conscience qu'aucun développement économique sérieux, aucun progrès général ne pourrait être accompli tant que ces masses indiennes misérables demeureraient à l'écart de la vie nationale. Ils ont donc décidé de tout mettre en œuvre pour aider les Indiens à s'intégrer à la vie économique et sociale et pour relever leurs conditions de vie et de travail.

Cette entreprise, toutefois, est d'une telle envergure qu'elle dépasse pour le moment les ressources de ces pays. Aussi ont-ils fait appel, il y a un peu plus de cinq ans, à l'assistance technique internationale. Ils se sont adressés à l'Organisation internationale du travail, aux Nations Unies et autres institutions spécialisées, pour que celles-ci les aident à mettre sur pied un vaste programme d'action destiné à améliorer les conditions des Indiens des Andes. C'est ainsi qu'est né ce que l'on appelle aujourd'hui le « Programme andin », à l'exécution duquel sont associées l'O. I. T., les Nations unies, l'Unesco, la F. A. O. et l'O. M. S.

L'Organisation internationale du travail a reçu la mission de diriger et de coordonner toutes les activités déployées dans le cadre de ce programme d'aide internationale. Elle était particulièrement qualifiée pour cette mission, car, dès son origine, elle s'est penchée sur le sort des populations aborigènes du monde entier, en faveur desquelles elle a adopté des normes internationales, elle a effectué des enquêtes, elle a publié des ouvrages spécialisés, elle a créé des commissions d'experts. C'est précisément une résolution de la Commission d'experts en matière de populations aborigènes, adoptée à La Paz en 1951, qui a donné lieu à l'envoi d'une mission internationale dans les pays andins, mission qui a jeté les fondements de ce qui est aujourd'hui le Programme andin. Les gouvernements intéressés, les organisations internationales et le Bureau de l'assistance technique ont approuvé les formules d'action proposées et, en 1954, le Programme andin n'était plus seulement un ensemble volumineux de rapports, de documents et de dossiers, mais une action bien concrète et bien visible: trois bases sur les hauts plateaux, une base de colonisation dans l'Est bolivien subtropical, avec des experts internationaux et du personnel national.

Aujourd'hui, les activités du programme s'exercent à partir d'une dizaine de bases réparties comme suit:

En *Equateur*, la base de Chimborazo-Riobamba, à 200 km. au sud de Quito; un atelier expérimental de tissage à Quito; enfin, l'Institut de formation professionnelle de Guano.

Au *Pérou*, sur les rives du lac Titicaca, trois bases ont été établies à Taraco, Chucuito et Camicache: le centre administratif est installé dans la ville de Puno.

En *Bolivie*, trois bases d'action sur les hauts plateaux – à Pillapi, Playa-Verde et Otavi – et une base de colonisation dans les plaines orientales subtropicales, à Cotoca, près de la ville de Santa-Cruz.

Tout récemment, la Colombie a demandé que l'action du Programme andin soit étendue aux populations indiennes qui habitent le sud de ce pays. Une mission préliminaire d'enquête a été envoyée en Colombie et vient d'indiquer, dans un rapport, les conditions dans lesquelles le programme pourrait être appliqué en Colombie.

*

L'énumération de ces bases d'action montre que l'exécution du programme s'effectue selon deux méthodes distinctes.

Il y a tout d'abord les bases d'action situées sur les hauts plateaux: il s'agit d'améliorer *sur place* les conditions de vie et de travail des populations indiennes.

D'autre part, là où il y a des excédents de population, ou bien lorsque la terre est trop pauvre pour fournir une base économique décente aux communautés indiennes, ou encore lorsqu'il y a des mouvements migratoires spontanés, il s'agit d'organiser la colonisation des terres plus basses, plus fertiles et peu peuplées.

Décrivons brièvement ces deux méthodes:

Dans chacune des bases d'action – aussi bien dans les terres basses que sur les hauts plateaux – une poignée d'experts nationaux et internationaux – agronomes, instructeurs professionnels, instituteurs, médecins, auxiliaires sociaux, vétérinaires et infirmiers – se livrent à un ensemble d'activités d'enseignement et de formation qui visent toutes à apprendre aux Indiens la façon dont ils peuvent améliorer leur rendement, leur façon de vivre, leur savoir, leur santé. Ces bases d'action sont avant tout des centres de démonstration: on y montre comment on peut améliorer les cultures par l'emploi de semences et de plants sélectionnés, d'insecticides, d'engrais naturels et artificiels; comment construire des routes et des canaux d'irrigation; on y creuse des tranchées en béton où l'on peut baigner les bêtes pour les débarrasser de leurs parasites; on y apprend comment, par des moyens simples et sans frais, les foyers peuvent être rendus plus confortables; on y vaccine et on organise des consultations de nourrissons; on y construit des écoles et des maisons modèles; on y enseigne l'espagnol; on y forme des administrateurs communaux et des dirigeants de coopératives; on y crée des groupes de femmes et des cercles de sport pour les jeunes.

Ces démonstrations ne sont pas cependant l'unique objet des bases d'action, car elles entendent exercer leur influence sur toute la région environnante. De fait, plusieurs de nos bases attirent des

Indiens dans un rayon de 100, 200, voire 300 km. D'autre part, l'action de nos experts rayonne à des distances très considérables.

La base de colonisation, située à quelque 20 km. à l'est de Santa-Cruz, en Bolivie, dans une région où abondent les terres fertiles disponibles, constitue un essai de colonisation qui, en cas de réussite, peut entraîner des changements profonds tant dans la vie économique de l'Équateur, du Pérou et de la Bolivie que dans la vie des populations indiennes de ces pays.

En effet, chacun des pays andins se caractérise par une surpopulation relative des hauts plateaux au sol ingrat et par une abondance de terres fertiles dans les plaines bordant, à l'est, le bassin de l'Amazonie et dont la population est des plus clairsemées. S'il se révèle possible de faire mettre en valeur ces terres par la partie excédentaire des populations indiennes de l'Altiplano, on aura contribué à donner à ces pays une armature agricole plus équilibrée et plus solide et à assurer une vie plus aisée à une partie de la population qui vit à présent dans des conditions si misérables.

La base d'action de Cotoca a permis d'obtenir des résultats de grande valeur, dont deux surtout présentent une importance capitale. Tout d'abord, on a maintenant la preuve que l'on peut transplanter, dans la plaine, des Indiens de l'Altiplano sans préjudice pour leur santé. Les fiches médicales de nos colons, dont certains sont établis à Cotoca depuis deux et trois ans, montrent, dans l'ensemble, une nette amélioration de leur santé. Ces colons indiens, dont la plupart viennent des régions de Calcha et d'Oruro, à des altitudes voisines de 3000 m., se sont en général bien adaptés à leur nouvel habitat ainsi qu'aux nouvelles cultures propres à la région de Santa-Cruz.

Et, pourtant, il a fallu partir de zéro; les terres n'avaient jamais été cultivées; il n'y avait ni eau ni maison. Guidés par nos experts, les Indiens construisent actuellement deux villages. Ils aident à bâtir leurs propres maisons, mais, au préalable, il a fallu leur montrer comment faire des briques et des tuiles. Ils ont donc dû construire un four à briques. Ainsi donc, les paysans de Calcha et les mineurs d'Oruro ont prouvé qu'ils étaient d'excellents colons. Il incombe maintenant aux gouvernements intéressés de tirer les conclusions de cette expérience et d'examiner la possibilité de mettre en valeur les terres basses à l'aide de colons indiens des hauts plateaux.

*

Pour faire des Indiens des Andes des producteurs capables et des citoyens conscients de leurs droits et de leurs devoirs à l'égard de leur pays, on a choisi, nous l'avons vu, de couvrir tous les aspects de la vie des populations indiennes. Les cinq organisations internationales intéressées ont donc décidé d'unir leurs efforts et de mettre en commun leurs ressources. L'effort financier qu'elles ont

fourni et continuent à fournir est considérable: dans le cadre de leurs ressources budgétaires, elles ont affecté des sommes très importantes à ce programme, sommes qui constituent, pour certaines d'entre elles, une contribution maximum.

Pourtant, ces sommes sont loin d'être suffisantes, et il a fallu, pour tirer le maximum de profit de nos bases d'action, solliciter la générosité publique et surtout celle des organisations syndicales, toujours prêtes à répondre à l'appel des êtres humains en détresse. Ainsi, les organisations ouvrières et patronales des Etats-Unis, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suède, de la Norvège, du Danemark et de la Belgique ont offert des outils et des machines qui nous ont permis de monter, dans nos bases d'action, des ateliers de formation où les jeunes Indiens peuvent apprendre un métier utile. Les gouvernements danois et belge ont eux aussi contribué à cet effort sous forme de dons d'équipement professionnel et de médicaments. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne a décidé de suivre cet exemple en construisant deux ateliers-école au Pérou et en Bolivie. Et, au moment où j'écris ces lignes, la nouvelle nous parvient que le Gouvernement français à son tour a décidé d'aider le Programme andin en mettant à sa disposition un important matériel de formation professionnelle. ainsi qu'un certain nombre de véhicules tous-terrains de fabrication française. C. A. R. E., une organisation privée américaine, a fait des dons importants d'outils, de médicaments et d'aliments pour les repas scolaires au prix coûtant. Cette générosité des travailleurs, des gouvernements et des patrons de nombreux pays est un bel exemple de la solidarité des pays plus favorisés à l'égard des populations malheureuses du globe.

De leur côté, les Gouvernements de l'Equateur, du Pérou et de la Bolivie ont réservé des crédits substantiels en vue d'assurer leur participation à l'action du Programme andin. Les collaborateurs et experts nationaux mis par ces gouvernements à la disposition de l'action andine ont, par leur valeur et par leur enthousiasme, joué un rôle essentiel.

Cependant, la part prépondérante revient aux Indiens eux-mêmes. Si le Programme andin a pu être lancé et a progressé sans arrêt, c'est parce qu'il a déclenché partout des réactions parmi les Indiens. Ceux-ci ont saisi d'emblée l'intérêt que ce programme représente pour eux et leurs enfants, ce qui prouve que ce programme répondait à un réel besoin. Partout où notre action a pu s'exercer, elle a rencontré la compréhension et elle a reçu l'appui et souvent même la collaboration active des Indiens. Nombreux sont ceux qui couvrent tous les jours de grandes distances pour venir assister à nos cours. Les exemples ne sont pas rares de chefs indiens qui effectuent quatre ou cinq jours de marche pour venir consulter nos experts dans la base d'action. Les Indiens ont répondu en grand nombre

à notre appel pour construire de leurs mains des écoles, des digues d'irrigation, des routes, des puits. Comprenant les bienfaits qui résulteront, pour eux et leurs familles, de ces réalisations, ils offrent leur travail sans réclamer un salaire en argent. Ainsi le Programme andin a fait jaillir cette étincelle parmi les Indiens, qui a déclenché un début de mouvement par lequel les populations apprendront à s'émanciper économiquement et socialement par leurs propres efforts.

L'ampleur de la tâche exige des efforts accrus. On étudie actuellement la possibilité d'augmenter les crédits nécessaires à l'exécution du Programme andin. Si plus de fonds internationaux sont dégagés, on pourra intensifier l'équipement des bases d'action et, partant, hâter le moment où le fonctionnement de ces bases pourra être placé sous la seule responsabilité des autorités nationales intéressées, avec l'aide des Indiens que l'on y aura formés.

*

On nous a souvent demandé, et nous nous sommes souvent demandé nous-mêmes: faut-il arracher ces populations à leurs conditions actuelles? Est-ce un bien? Est-on sûr de contribuer ainsi à augmenter leur bonheur?

Quand on philosophe en chambre, ou même dans l'action, quand on est découragé, on éprouve parfois quelques doutes sur le bien-fondé d'une telle action ou sur ses chances de réussite. Pourtant, que nous le voulions ou non, des bouleversements capitaux sont survenus, et il n'est plus en notre pouvoir d'arrêter le cours des choses. Le progrès technique, l'industrialisation, la commercialisation se répandent de plus en plus. Le monde s'est rétréci; des peuples et des continents, qui n'avaient que peu de contacts il y a moins d'un siècle, font maintenant partie des mêmes communautés. Comment concevoir qu'à l'intérieur d'un même pays, où le progrès technique se répand comme partout ailleurs, une grande partie de la population continue à être tenue à l'écart de ce progrès, de la vie nationale, de l'humanité?

Ainsi, cette évolution est inévitable. Notre chance, c'est d'y être présents; notre rôle, c'est de la canaliser de telle manière que les Indiens puissent mieux s'adapter aux nouvelles conditions, avec moins de peine et avec plus de profit.

Pour réaliser une telle œuvre, il faut, en ce qui nous concerne, à la fois de la prudence et de l'audace. De la prudence parce que des entreprises qui seraient lancées sans réflexion, des bases d'action que l'on établirait sans préparation solide, des hommes auxquels l'amour d'autrui et la foi dans l'œuvre accomplie feraient défaut risqueraient de faire un mal irréparable. De l'audace parce qu'il faut à chaque instant, malgré les innombrables difficultés rencon-

trées, continuer la marche en avant. Nous poursuivrons notre tâche, convaincus que le succès couronnera notre effort, parce que nous croyons en l'homme. Le Programme andin, véritable œuvre d'humanisme, réussira parce qu'il part de cette conception que chaque homme vaut chaque homme, et qu'en échange de leur travail, tous les hommes ont un droit égal aux biens de ce monde.

Le rôle et l'importance des syndicats dans la société moderne

Par *Constant Frey*

Ce sujet nous avait été donné, l'an dernier, par la Centrale suisse d'éducation ouvrière pour un cours de militants. D'emblée nous avons dû dire à nos auditeurs qu'en parlant de « société moderne » nous allions nous borner à examiner le rôle que les syndicats sont appelés à jouer dans les pays industrialisés du monde occidental (Europe, Australie, Amérique du Nord). Car il y aurait un autre article à écrire – ou un autre cours à donner – sur les rôles que les régimes autoritaires et les dictatures militaires en Espagne et au Portugal, en Amérique latine et au Moyen-Orient, de même que la dictature rouge de l'U. R. S. S. et de ses satellites, attribuent aux organismes d'Etat qui ont gardé le nom de syndicats. Il faudrait aussi une autre étude pour décrire le rôle que le syndicalisme libre commence à jouer dans les pays fraîchement libérés du colonialisme ou d'un régime autoritaire, tels que le Japon, quelques Etats de l'Amérique centrale, les Indes et le Pakistan, la Tunisie et le Maroc.

Comme les conditions politiques dans lesquelles se déroule l'action syndicale sont aussi très différentes en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Italie, notre société moderne va se rétrécir comme une peau de chagrin et nos investigations se limiter à notre petite Suisse, pays de vieille démocratie politique, mais d'industrialisation assez récente: en 1901, en effet, on ne comptait encore chez nous que 242 534 ouvriers soumis à la loi des fabriques, contre 646 913 à fin 1957.

Notre propos sera donc de mesurer, d'une part, l'importance réelle des syndicats de travailleurs dans notre vie nationale et, d'autre part, le rôle éminent qu'ils jouent déjà dans la vie économique, sociale et culturelle du pays. L'homme du rang ignore aussi bien cette importance que ce rôle, ou ne s'en fait qu'une idée assez vague, ce qui est peu fait pour dissiper son complexe d'infériorité vis-à-vis du patronat et des autorités politiques.